

ONU CI HEBDO

Du 15 au 22 avril 2011

Sur une col'-

La crise postélectorale a connu une évolution décisive le 11 avril 2011 avec la sortie du Président sortant, Laurent Gbagbo après des épreuves tragiques que l'ONU aurait dû et pu éviter. Alassane Ouattara, Président élu le 28 novembre 2010 est à présent entièrement à la tâche. L'Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire (ONU CI) a, durant toute cette période, pleinement rempli sa mission avec des moyens multiformes, notamment la sensibilisation pour la préservation d'un environnement postélectoral apaisé, le dialogue et la diplomatie avec les différentes parties. La dégradation de la situation, marquée essentiellement par l'utilisation des armes lourdes contre les populations civiles et les casques bleus ainsi que ses locaux, a conduit la mission à mettre en œuvre la résolution 1975 votée à l'unanimité par le Conseil de sécurité. Ainsi, la plupart des armes lourdes détenues par les forces spéciales de l'ancien Président ivoirien, ont été mises hors d'état de nuire.

En raison des attaques contre elle et les casques bleus, la mission a réduit sa présence à Abidjan sans pour autant compromettre ses opérations essentielles. Ainsi, elle a transféré une partie de son personnel civil à Bouaké. Celui-ci a néanmoins continué de travailler avec comme seul objectif, mettre toutes les intelligences, les idées en commun pour soutenir la Côte d'Ivoire en ces moments de troubles.

Le Chef de la mission, YJ Choi, a devant le Conseil de sécurité le 13 avril 2011, fait état de l'importance de promouvoir la cohésion sociale et de multiplier les efforts en vue de la réconciliation nationale. En outre, Il a informé le Conseil que l'ONU CI, à la demande du Président Ouattara, avait

assuré le même jour, le transport de l'ancien Président dans le nord du pays. La veille, il avait rencontré M. Gbagbo pour lui faire part de la disponibilité de l'ONU CI à assurer sa sécurité sur tout le territoire ivoirien et à tout faire pour qu'il soit traité avec dignité.

Un nouveau chapitre de son histoire s'ouvre pour la Côte d'Ivoire qui sort progressivement de près de dix ans de crise à plusieurs dimensions. Le changement décidé de la manière la plus démocratique possible à la suite d'un scrutin présidentiel libre, transparent et ouvert à tous, suscite des attentes et de l'impatience de la part des populations. La situation humanitaire de son côté est toujours aussi alarmante. La communauté internationale a donc de nouveau décidé de rester aux côtés de la Côte d'Ivoire face à ce défi qui la touche. Les autorités ivoiriennes ont également pris le taureau par les cornes.

La question des droits de l'homme, des exactions commises au lendemain de l'arrestation de Laurent Gbagbo, des frustrations liées au changement irréversible du régime, la question des déplacés internes et externes (13.000 ivoiriens ont fui les dernières violences d'Abidjan pour trouver refuge au Liberia depuis le début du mois d'avril. Ce qui porte à 145.000 le nombre d'ivoiriens réfugiés dans ce pays voisin de la Côte d'Ivoire), l'accès aux soins de santé et à l'approvisionnement sont des défis pour le nouveau pouvoir. La réconciliation nationale ne peut se conjuguer avec la négation de certains faits mais il est impératif que la fracture sociale qui a résulté de cette crise postélectorale se résorbe.



ONU CI en action

Le Représentant spécial devant le Conseil de sécurité

Le Représentant spécial du Secrétaire général des Nations Unies pour la Côte d'Ivoire, Y. J. Choi, a fait une présentation par vidéo-téléconférence, le mercredi, 13 avril 2011, devant le Conseil de Sécurité des Nations Unies, au cours d'une consultation sur la Côte d'Ivoire.

M. Choi a relevé les trois chantiers immédiats dans lesquels l'Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire (ONU CI) était prête à aider le gouvernement du Président Alassane Ouattara ;

- Le rétablissement de l'ordre et de la sécurité,
- L'assistance humanitaire
- La situation des droits de l'homme.

Y.J.Choi rencontre Laurent Gbagbo

YJ Choi, Chef de la mission de l'ONU CI a rendu visite mardi 12 avril, à l'ancien Président Laurent Gbagbo à l'hôtel Golf où il se trouvait depuis son arrestation survenue la veille pour lui transmettre deux messages. Le premier message est que l'Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire (ONU CI) va contribuer à sa protection dans le pays. Le second est que l'ONU CI fera en sorte que M. Gbagbo soit traité avec dignité.



(Photo d'archive)

L'ONUCI aide les déplacés internes à rentrer à Divo, Lakota, Ndouci et Tiassale

« Bonne arrivée à la maison patrons. Merci à l'ONUCI ; c'est grâce à vous que nous allons pouvoir reprendre le travail pour le bonheur de nos familles et des populations. Merci d'avoir protégé et raccompagné nos patrons saints et saufs ». Voici le sentiment qui animait l'ensemble des travailleurs, venus nombreux ce lundi 11 avril 2011, au domicile de Fakry Redda, attendre le retour de leurs patrons d'origine libanais, grands opérateurs économiques du département de Lakota. L'Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire (ONUCI) avait procédé, du dimanche 10 au vendredi 15 avril, au retour à Divo, Lakota, Ndouci et Tiassalé, de plus d'une cinquantaine de personnes, pour la plupart des opérateurs économiques ivoiriens, français et libanais, qui avaient été déplacés depuis le 30 mars 2011 (crise postélectorale et entrée des Forces Républicaines de Côte d'Ivoire (FRCI) dans la région du Sud Bandama). L'opération, conduite par le bataillon marocain, Morbatt, avait débuté la veille avec le retour à Divo, ville située à quarante deux kilomètres (42 km) de Lakota, d'une quarantaine de personnes déplacées. Les bénéficiaires faisant partie d'une centaine de personnes qui s'étaient réfugiées au camp de l'ONUCI, à 5 km de la ville de Divo, pour échapper aux violences postélectorales. Pour Fakry Redda, opérateur économique à Lakota depuis 1977.



Evaluation la situation du système judiciaire et pénitentiaire de M'Bahiakro

Une mission d'évaluation de la section Etat de Droit de l'ONUCI, était le jeudi 14 Avril 2011 à M'Bahiakro, localité située à plus de 300 kilomètres au nord d'Abidjan. Faire l'état des lieux du système judiciaire et pénitentiaire de la ville après les derniers événements de la crise postélectorale et envisager les dispositions à prendre pour une reprise du travail étaient l'objet de cette mission. Elle était conduite par M. Issa TCHIOUNE, adjoint au chef de la section Etat de Droit de l'ONUCI et chef de l'unité pénitentiaire. La délégation a visité la maison d'arrêt et de correction, la brigade de gendarmerie, la section du tribunal de première instance et les autorités administratives et militaires de la ville. La prison est saccagée, le matériel a été emporté, les prisonniers ont pris la poudre d'escampette. Il en est de même pour la Brigade de Gendarmerie. Seule la section du tribunal a été épargnée. Pour M. Issa TCHIOUNE, après cette évaluation, il faudra faire des recommandations. Mais pour l'instant, il exhorte les acteurs du secteur à la reprise du travail avec les moyens dont ils disposent. « La situation exige une synergie d'action pour faire redémarrer le système judiciaire et pénitentiaire afin que la période soit la plus courte possible a-t-il dit ». Il a ajouté que c'est urgent que tout redémarre et chacun doit y mettre du sien.



L'ONUCI face à la presse

Le rôle de l'ONUCI dans la crise postélectorale, la sortie de crise, l'appui de la mission onusienne, la situation sécuritaire et alimentaire, la caravane de la paix. Toutes ces questions ont été passées au peigne fin par le Représentant spécial, YJ Choi qui était devant la presse jeudi 14 avril 2011.



Extraits :

- « Je peux vous dire sans hésitation que les élections qui ont été offertes au monde sont parmi les meilleures, sur la base de standards globaux. Plus de 80 pour cent de taux de participation, pas de fraude, très peu d'irrégularités, une des meilleures.
- Il (Laurent Gbagbo) a défié la volonté du peuple, non par la voie démocratique mais par la force.
- A la fin des combats, nous avons découvert plus de 800 militaires dans les environs de la résidence, lourdement armés et autour du palais présidentiel, à peu près, 400.
- La cave du palais était un entrepôt pour des armes et munitions, comprenant plus de 500 roquettes pour des BM 21, qui pouvaient détruire entièrement le quartier général de Seboko, l'hôtel du Golf et le 43 BIMA (base française).
- Parmi les armes, 500 roquettes pour des orgues de Staline (Katyushka). Heureusement nous sommes intervenus pour détruire les BM 21. Cela a évité un désastre certain à Abidjan.
- Pendant quatre mois, les forces de Gbagbo ont menti, chaque jour, chaque jour, plusieurs fois par jours. A la télévision, au journal de 20h en disant : "l'ONUCI transporte des hommes de Ouattara, les forces républicaines (que) nous transportions, équipions et avec lesquelles nous combattions".
- Nous n'avons jamais été impliqués dans un quelconque combat, excepté pour neutraliser les armes lourdes.
- Ce n'est pas une force militaire extérieure qui a vaincu Gbagbo. Non, ce sont les ivoiriens eux-mêmes, avec l'aide de l'ONUCI et de Licorne.
- L'aéroport est intact, le port est intact, prêts à fonctionner, les sanctions ont été levées, les ponts n'ont pas été endommagés ou cassés, toutes les routes sont intactes.
- Je ne serai pas surpris de voir que les voitures, les taxis sortiront de plus en plus en grand nombre d'ici la fin de la semaine.
- Nous allons contribuer à encourager les populations à sortir de leurs maisons et à reprendre leurs activités.
- Pendant près de quatre mois, le camp Gbagbo a menti tout le temps à tout le monde ; il a dit beaucoup de choses sur l'ONUCI qui étaient toutes fausses. La seule vérité, c'est que l'ONUCI a seulement neutralisé les armes lourdes.
- Les Ivoiriens n'arrivent pas à se faire du mal entre eux.
- Il y a encore des tireurs embusqués à Yopougon, et il était difficile à l'ONUCI de faire circuler toutes ces voitures dans les ruelles des quartiers.
- A travers notre initiative, nous encourageons la population à sortir de chez elle. La sécurité s'améliore plus rapidement que nous ne nous y attendions.
- Les gens sortent de plus en plus nombreux à sortir de chez eux, les taxis et des voitures circulent».

Le Système des Nations Unies pour l'Évaluation et la Coordination en cas de Catastrophe est à Bouaké

Le 12 Mars 2011, une équipe du système des Nations Unies pour l'évaluation et la coordination en cas de catastrophe (UNDAC) est arrivée en Côte d'Ivoire, en réponse à la demande de l'Adjoint au Représentant du Secrétaire Général de l'ONU CI en charge du pilier humanitaire de la mission et Coordonateur humanitaire pour répondre à la tragédie humanitaire qui frappe le pays du fait de la crise postélectorale. L'UNDAC dont le mandat est de soutenir les autorités locales et le système des Nations Unies (SNU) à la demande et sous la direction de Ndolam Ngokwey, Coordonnateur résident/humanitaire du SNU par la coordination des interventions internationales humanitaires, l'évaluation des besoins et la gestion de l'information. Présente pour au moins 2 semaines en Côte d'Ivoire, cette équipe composée de 12 personnes a pour mission d'aider la communauté humanitaire à mieux évaluer les besoins d'urgence en matière de cartographie, de soutien à la télécommunication ainsi qu'en mécanismes de coordination des interventions sur le terrain. Basée temporairement à Bouaké, cette équipe prévoit d'effectuer des missions de travail dans l'Ouest du pays ainsi que sur Abidjan. Ses équipes, composées de spécialistes de compétences diverses, peuvent être mobilisées très rapidement en réponse aux catastrophes humanitaires à travers le monde.



Portraits

Les différentes attaques à l'arme lourde subies par la mission onusienne ont conduit sa direction à relocaliser une partie de son personnel à Bouaké et d'autres dans leur pays d'origine. Depuis la capitale du centre, l'ONUCI a continué à faire son travail.

L'administration de l'ONUCI tient toujours la route

L'un des gros défis que l'ONUCI a relevé en plus de la protection des civils, la sauvegarde des résultats de la présidentielle 2010 et la protection de l'hôtel du Golf a été la continuité du bon déroulement de l'administration. En effet environs 300 personnes ont été relocalisées à Bouaké en faveur des hostilités grandissantes vis-à-vis de l'ONUCI à Abidjan et dans certaines régions.

A Bouaké, l'administration a réintégré avec succès les collègues d'Abidjan et de Daloa. Pour répondre efficacement à cette situation inattendue, l'administration a dû se scinder en deux groupes. « Alors qu'un groupe se chargeait de l'accueil et de la logistique des relocalisés, l'autre groupe faisait le suivi de l'aspect administratif », explique Jean Marie Twagirayezu, Assistant Administratif de l'Officier de l'Administration Régional. La flexibilité des collègues de Bouaké a allégé la tâche à l'administration onusienne. « Au niveau de chaque section, une organisation a été mise en place pour faciliter l'intégration du personnel. Cela a été

vraiment apprécié par tous. Résultat le personnel en grande partie a été satisfait. », Confie-t-il fier de l'esprit de solidarité et convivialité qui règne au sein du quartier général de Bouaké. Au niveau de l'équipement des bureaux, en plus du matériel convoyé de Korhogo, la section approvisionnements a essayé tant bien que mal de répondre à toutes les demandes. Les ordinateurs sont partagés entre trois ou quatre personnes afin de permettre aux fonctionnaires d'avoir accès à leurs mails et faire au quotidien leur travail », précise-t-il. Par ailleurs l'administration a initié des actions pour le bien être de son personnel. « On a dû augmenter la capacité du restaurant au sein du quartier général pour permettre aux fonctionnaires de prendre le déjeuner sur place ». Enfin pour les départs long courrier, une ligne Bouaké-Accra et cela deux fois par semaines, pour faciliter la tâche au staff international qui part en vacances. La section transport a mis en place un bus tous les jours ouvrables au quartier général pour leur déplacement ». Des séances d'écoute ont également été organisées par les responsables



La Division des droits de l'Homme toujours à la tâche

Depuis le dimanche 03 avril, ce sont 22 officiers de la Division des droits de l'Homme (DDH) qui ont été redéployés au Quartier général de l'ONU CI à Bouaké, s'ajoutant aux 5 fonctionnaires qui composent le Bureau régional. Selon William Lifongo, le chef par intérim de l'équipe, le travail des fonctionnaires redéployés est principalement axé sur le suivi des cas de protection des droits de l'homme enregistrés par le Centre d'appels et la production de rapports quotidiens sur les différents cas notifiés. Par ailleurs, l'effectif redéployé apporte son appui au Bureau régional lorsque

celui-ci est débordé dans l'exécution de ses tâches. Enfin, le Bureau a assuré la facilitation lors de la visite à Bouaké, le 08 avril, du Sous-secrétaire général chargé du Bureau de New York du Haut-commissariat aux droits de l'homme, Ivan Simonovic. Ainsi, après avoir travaillé pendant environ 2 mois dans des conditions extrêmement difficiles à Abidjan, le personnel redéployé de la DDH continue d'assurer avec professionnalisme ses différentes missions et garde le moral haut, conclut William Lifongo.

Le Call center de l'ONU CI au secours des populations en détresse

Initié par la division des droits de l'Homme de l'ONU CI à la faveur de la crise post-électorale, le call center est un espace de recueil d'appels de détresse des populations, de dénonciation et de documentation des cas de violation des droits de l'homme. Selon Monsieur William Lifongo, Officier des droits de l'homme et par ailleurs coordonnateur du call center, « le centre d'appel était au départ une ligne verte sur laquelle les populations pouvaient appeler pour dénoncer des cas de violation des droits de l'homme ou toute autre forme d'agression physique et ou morale ». Relocalisé à Bouaké à cause des combats à Abidjan, le call center continue de recevoir de nombreux appels venant de toute part ; ce qui rend très souvent les lignes inaccessibles, d'où de nombreuses plaintes. Mais face à ces difficultés, l'équipe reste professionnelle et met tout en œuvre pour consoler, conseiller et rassurer les interlocuteurs. Pour Monsieur Lifongo, deux défis majeurs restent à relever ; notamment l'insuffisance du personnel qui doit faire face aux nombreuses sollicitations « quelqu'un cherche à nous joindre chaque deux secondes », et l'intervention rapide de la composante militaire suite aux appels.



La Section de l'Etat de Droit de l'ONUCI

La Section de l'Etat de Droit de l'ONUCI travaille avec le Ministère de la Justice et des Droits de l'Homme et avec les autorités judiciaires et pénitentiaires du pays. Elle est composée de deux unités. L'unité des affaires judiciaires suit le travail des tribunaux, donne des conseils pour une amélioration de leur fonctionnement et mobilise des ressources pour atteindre cet objectif. L'unité des affaires pénitentiaires travaille à l'amélioration des conditions de détention dans les prisons ivoiriennes.

A l'occasion de la crise post électorale, la Section continue son travail à partir de son bureau de Bouaké qui a été renforcé par l'arrivée de la cheffe de Section et de son adjoint, initialement en poste à Abidjan.

En ce mois d'avril 2011, la section se préoccupe particulièrement de la question des évasions massives survenues dans les prisons ivoiriennes. Plus de 12'000 prisonniers se sont évadés de 22 prisons du sud du pays depuis la fin du mois de mars 2011. Il convient d'ajouter que dans certaines localités, dont Toumodi, le tribunal, la prison et le commissariat de police ont été saccagés, entraînant la destruction des archives judiciaires et pénitentiaires, de même que tout le matériel de travail.

Dans ce contexte, la Section est entrain d'évaluer la situation d'ensemble en vue de faire des propositions aux autorités ivoiriennes.



Le bureau de l'information publique : synergies des expériences pour un environnement postélectoral apaisé

Les Unités Plaidoyer et Suivi et développement des médias de la Division de l'information Publique ont aussi connu la relocalisation. En provenance d'Abidjan, de Daloa et d'Adzopé, les 5 Officiers et Assistant à l'information publique mettent au profit du Bureau régional de Bouaké, leur temps et leur expérience pour conduire les activités de sensibilisation à un climat postélectoral apaisé sous la supervision de la Coordinatrice des bureaux de terrain, Eliane Hervo-Akendengué, qui préside la réunion de coordination quotidienne à 10h. Tandis que les 2 fonctionnaires de l'Unité medias continuent d'assurer les différentes revues de presse, le suivi des médias qui permet à chacun de suivre l'actualité nationale et internationale. L'hospitalité légendaire du Bureau de Bouaké permet à tout ce monde de travailler dans une ambiance chaleureuse.

Nacky Mulumba, assistante au finance à l'ONU CI : " Que l'amour de la patrie et du prochain règnent dans les cœurs pour un retour rapide de la paix."

A Bouaké où elle s'occupe des aspects financiers des fonctionnaires des Nations Unies suite à la fermeture des banques commerciales, elle est devenue célèbre malgré elle. En effet, nombreux sont les staffs qui ne la connaissent que de nom et qui attendent son arrivée dans le secteur Est. Simplement parce que la présence de Nacky dans le secteur rime avec salaire. Malgré les difficultés et les risques liés à son travail, Nacky affiche toujours une bonne humeur et espère la paix pour la Côte d'Ivoire. Flash back rapide sur son parcours.

Après l'obtention de sa maîtrise en sciences économique et financière en 1998 à l'université de Kinshasa, Nacky débute sa carrière professionnelle République Démocratique du Congo, précisément à l'ambassade d'Algérie accréditée dans son pays où elle y est recrutée en qualité d'assistante au personnel de l'ambassadeur. Cette expérience va durer cinq années. En 2003, elle s'engage avec la grande famille des Nations Unies et intègre la mission des Nations Unies au Congo (MONUC) comme assistante aux finances. Trois années plus tard, soit en 2006, elle est recrutée à l'ONU CI où elle va mettre son expérience et son expertise au service de sa section finance. Après l'éclatement de la crise postélectorale qui occasionna la fermeture des banques commerciales, de nouveaux défis se sont imposés à elle. Le volume de travail a augmenté et les risques aussi. Pour la Côte d'Ivoire, elle espère le meilleur : " la Côte d'Ivoire est un beau pays et son peuple est un peuple fantastique. Je souhaite que l'amour de la patrie et du prochain puisse régner dans les cœurs pour un retour rapide de la paix." A-t-elle soutenu.



Sensibilisation : A Abidjan, une caravane pour la paix

Dans le sillage du 11 avril 2011 qui a marqué un tournant décisif dans la crise postélectorale, l'Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire (ONUCI) a organisé ce jeudi 14 avril 2011 un défilé pour la paix dans les principales artères du district d'Abidjan. Une caravane composée de plusieurs dizaines de voitures a sillonné la capitale économique ivoirienne pour marquer l'amélioration notable de la situation sécuritaire, préalable à une reprise des activités à travers tout le pays. L'ONUCI espère que ce défilé sera un encouragement aux populations en vue d'un retour à la vie normale. En prenant l'initiative de la manifestation, l'ONUCI a voulu rendre hommage au peuple ivoirien qui a trouvé, en lui-même, les ressorts et les moyens pour régler l'impasse politique avec un appui de la communauté internationale.



Kami accueille ONUCI Tour

Les populations de Kami, localité située à 236 km d'Abidjan au centre de la Côte d'Ivoire, dans le département de Yamoussoukro ont échangés avec les bureaux de l'information publique, des droits de l'homme et la police des Nations Unies sur le mandat et le travail de la mission dans le cadre d'une séance de sensibilisation dénommée ONUCI Tour. A cette occasion les vaillantes populations de Kami ont été exhortées à la culture de la paix, l'acceptation de la différence, la tolérance pour une cohésion sociale réussie. Les fonctionnaires de la mission ont également attiré l'attention des participants pour qu'elles se réfèrent aux institutions compétentes du pays en cas d'exactions. Les échanges avec les populations ont également porté sur la certification et le vainqueur de l'élection présidentielle, la résolution 1975, le retour des réfugiés ivoiriens dans les pays limitrophes, et les droits de l'homme.



A Korhogo, l'ONU CI sensibilise par des films thématiques

Une série de sensibilisation par le biais de films sur le respect des droits de la femme et le sport au service de la paix a été initiée depuis peu à Korhogo par l'Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire (ONU CI). Profitant de la tenue du « festival vision de la femme » de la bibliothèque « Le monde à notre porte », dont l'objectif est de faire découvrir la place et le rôle de la femme africaine dans la société à travers des œuvres cinématographiques et littéraires, l'ONU CI a entrepris de sensibiliser les franges de la population par ses films.

Ainsi, le samedi 09 avril 2011, la projection du film « l'Otage » a servi de prétexte à Patricia Nwotheigo du bureau des droits de l'Homme au sein de la mission pour sensibiliser les participants lors du débat qui a été ouvert. Les conséquences des pratiques traditionnelles néfastes sur la santé, l'éducation et l'intégrité physique de la jeune fille ont été partagées avec l'assistance dans des échanges interactifs. Le mercredi 13 avril 2011, Bakary Bakayoko, Chargé du plaidoyer, s'est appuyé sur le film « l'ONU CI et le sport au service de la paix » pour appeler les élèves, cible du jour, à appliquer les valeurs du sport telles que la cohésion sociale, la cohabitation pacifique, le rapprochement des peuples, le fair-play, le dialogue, l'acceptation de l'autre malgré la différence et la paix. D'autres projections sont prévues avec des cibles diversifiées dont les enseignants, les journalistes, les responsables religieux etc.



Message de paix à Korhogo de Bakary Bakayoko (ONU CI)

« Le sport contient en lui, plusieurs valeurs qui favorisent la cohésion sociale, la cohabitation pacifique, le rapprochement des peuples, le fair-play et la paix. En vous projetant ce film de l'ONU CI, nous attendons de vous, avenir de demain, que vous appliquiez chaque jour ces valeurs dans vos différents milieux et que vous les partagiez avec votre entourage afin de bâtir un monde sans haine ni guerre, où l'on s'accepte malgré les différences, et apprécie les événements dans un esprit de fair-play »

Sur ONU CI FM



Depuis Bouaké, l'information continue

Onze journalistes et deux techniciens de ONU CI FM, initialement en poste à Abidjan, Duekoué et Divo, ont déposé leurs valises à Bouaké pour assurer le bon fonctionnement de la « Radio de la paix », suite aux nombreuses attaques perpétrées par les forces fidèles à Laurent Gbagbo contre les installations de l'ONU CI. Désormais, les voix de Mathy Mupapa, René Kapita, Didier Parfait Bapidi, Souleymane Katier Ouattara, Lazare Esoh, Marthe Kakou, Matta Maiga Sané, Didier Blé, Enoch Faye, Jean Noel Kouamé et César Yao s'ajoutent à celles de l'équipe de Bouaké, capitale de la région de la Vallée du Bandama, sur les 95,3 de la bande FM. Cette relocalisation des effectifs n'a en rien altéré le professionnalisme de l'équipe de ONU CI FM. Chaque jour, c'est une course contre la montre pour collecter des informations crédibles et impartiales à mettre à la disposition des nombreux auditeurs de la « Radio de la paix » : conférences de rédaction de 9h et de 15h, appels téléphoniques aux personnes ressources pour des éclairages sur un sujet donné, reportages, enquêtes et interviews. Les journaux de 7h, 8h, 12h et 18h ainsi que le bulletin de 9h et les flashes de 10h à 17h sont riches de sujets portant sur l'actualité post-crise. Malgré les conditions de travail difficiles (4 ordinateurs pour toute l'équipe, un petit studio), c'est dans une ambiance conviviale et avec la complicité du staff du Bureau de l'information de Bouaké que l'équipe relocalisée réalise au quotidien ses tâches. « Donner le meilleur de nous-mêmes pour que les auditeurs soient toujours satisfaits », tel est le credo qui guide les équipes d'ONU CI FM selon Mathy Mupapa, Chef de l'équipe des journalistes de la radio à Bouaké. Après une journée bien remplie, les « relocalisés » découvrent pour certains ou redécouvrent pour d'autres « Gbèkè » la nuit tout en pensant au bonheur à procurer aux auditeurs le lendemain.



Retrouver toutes ces informations sur le site internet www.onuci.org
 Suivez les dernières informations de l'ONU CI sur Twitter : @ONUCINFO
 Directeur de Publication : Hamadoun Touré – Rédacteur en Chef : Eliane Hervo-Akendengué
 Infographie / Mise en page : Kadidia Coulibaly Ledron
 Crédit photo : Bazile Zoma, Pelagie Kouamé, PIO Bouaké, Korhogo et Yamoussoukro